

Résumé pour les citoyens

Train de mesures sur les investissements sociaux en faveur de la croissance et de la cohésion

La Commission appelle les pays de l'Union européenne (UE) à renforcer les investissements sociaux. On entend par là le renforcement des capacités des citoyens et le soutien à leur participation à la société et au marché du travail. Ces investissements profiteraient à chacun, stimuleraient l'économie et aideraient l'UE à sortir plus forte, plus soudée et plus compétitive de la crise.

QUEL EST L'ENJEU?

- **Crise économique:** le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale ont atteint des niveaux records qui poussent les citoyens en dehors du marché du travail et de la société, alors que les budgets publics sont sous pression. Ce contexte fait obstacle à la réalisation de l'objectif européen de sortir au moins 20 millions de personnes d'une situation de pauvreté et d'exclusion sociale d'ici à 2020.
- **Évolution démographique:** la population active diminue en Europe, alors que le nombre de personnes âgées est en hausse. Les pays de l'UE cherchent des moyens d'assurer la viabilité et l'adéquation des systèmes de protection sociale.

QUE PREVOIT LE TRAIN DE MESURES SUR LES INVESTISSEMENTS SOCIAUX?

- *Utiliser les budgets de manière plus efficace et plus concrète pour assurer une protection sociale adéquate et viable, en simplifiant la gestion des allocations et des services, en les ciblant mieux et en soumettant leur octroi à certaines conditions (participation à des formations, par exemple).*
- *Investir dans les compétences et les capacités des citoyens pour améliorer leurs chances de s'intégrer dans la société et de trouver du travail. Les domaines d'investissement sont notamment l'éducation, l'accueil des enfants, les soins de santé, la formation, l'aide à la recherche d'emploi et la réinsertion.*
- *Veiller à ce que les systèmes de protection sociale répondent aux besoins des citoyens à des moments critiques de leur vie. Cela implique d'investir à un stade précoce afin d'éviter l'apparition ultérieure de difficultés et de préparer les gens aux risques de la vie plutôt que de simplement résoudre les problèmes une fois survenus. C'est pourquoi il est important d'investir dans l'enfance et la jeunesse.*

QUI EN BENEFICIERAIT ET COMMENT?

Le renforcement des investissements sociaux profiterait à tous:

- **enfants et jeunes:** intervention à un stade précoce et autres mesures pour briser les cercles vicieux intergénérationnels;
- **demandeurs d'emploi et chômeurs de longue durée:** politique de soutien intégrée et plus accessible pour aider à trouver du travail;
- **femmes:** renforcement de l'égalité des chances et réduction des entraves à l'emploi;
- **personnes âgées:** possibilités de contribuer plus longtemps à la société et à l'économie;
- **personnes handicapées:** renforcement de l'autonomie et adaptation des lieux de travail;
- **sans-abris:** réinsertion dans la société et sur le marché du travail facilitée;
- **employeurs:** population active plus nombreuse, plus qualifiée et en meilleure santé;

- **la société dans son ensemble:** la hausse de la productivité et du taux d'emploi, l'amélioration de la santé publique et le renforcement de l'inclusion sociale stimuleraient la croissance et soulageraient les budgets de protection sociale.

POURQUOI L'UE DOIT-ELLE INTERVENIR ?

- Les politiques dans le domaine social et en matière de santé sont principalement une compétence nationale. Mais la crise nous montre que les économies des pays européens sont hautement interdépendantes.
- L'UE aiderait financièrement les pays de l'UE à adopter les réformes nécessaires, notamment par l'intermédiaire du [Fonds social européen](#).

QU'EST-CE QUI CHANGERAIT EXACTEMENT ?

- L'UE propose de favoriser les mesures qui renforcent les compétences et les capacités des citoyens et suppriment les entraves à l'emploi.
- Les ressources devraient être utilisées de manière plus efficace et plus concrète pour assurer une protection sociale adéquate et viable.
- Les politiques sociales donneraient de meilleurs résultats: il s'agit d'accroître la productivité, de renforcer l'employabilité des citoyens, d'améliorer la santé, d'aider les gens à sortir des situations de pauvreté et d'exclusion et d'assurer un niveau de vie décent.

QUAND CES MESURES DEVRAIENT-ELLES ENTRER EN VIGUEUR ?

Les États membres sont invités à mettre en œuvre les orientations proposées dans les meilleurs délais.